



**NATIONS
UNIES**



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr.
GÉNÉRALE

FCCC/SBI/2003/6
5 mai 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

ORGANE SUBSIDIAIRE DE MISE EN ŒUVRE

Dix-huitième session

Bonn, 4-13 juin 2003

Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire

APPLICATION DES PARAGRAPHES 8 ET 9 DE L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION

QUESTIONS CONCERNANT LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Rapport de la troisième réunion du Groupe d'experts des pays les moins avancés

Note du secrétariat*

Résumé

La troisième réunion du Groupe d'experts des pays les moins avancés s'est tenue au Samoa du 3 au 5 mars 2003. Le présent document porte aussi bien sur des questions de procédure, telles que l'élection du bureau et d'autres points ayant trait à la composition du Groupe d'experts, que sur des questions de fond, notamment le descriptif des prestations du Groupe d'experts, les vues exprimées par le Groupe d'experts au sujet du Fonds pour les pays les moins avancés et du Fonds spécial pour les changements climatiques et ses recommandations sur les besoins en matière de renforcement des capacités et les moyens de promouvoir les synergies régionales.

Ce document contient aussi un compte rendu succinct de l'atelier du Groupe d'experts sur l'élaboration de programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA) par les petits pays insulaires faisant partie des pays les moins avancés, atelier qui a également eu lieu au Samoa du 6 au 8 mars 2003.

* Ce document a fait l'objet d'une série d'examens avant sa mise au point définitive. De ce fait, sa présentation a été retardée.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION.....	1 – 3	3
A. Mandat	1 – 2	3
B. Contenu de la présente note	3	3
II. QUESTIONS DE PROCÉDURE.....	4 – 6	3
A. Points abordés	4	3
B. Élection du bureau du Groupe d'experts	5	4
C. Autres questions touchant à la composition du Groupe d'experts.....	6	4
III. QUESTIONS DE FOND.....	7 – 14	4
A. Descriptif des prestations du Groupe d'experts	7 – 9	4
B. Communication du Groupe d'experts sur le Fonds pour les PMA	10	5
C. Communication du Groupe d'experts sur le Fonds spécial pour les changements climatiques.....	11	5
D. Recommandations sur les besoins en matière de renforcement des capacités.....	12 – 13	5
E. Poursuite des travaux sur les moyens de promouvoir les synergies régionales.....	14	5
IV. ATELIER POUR L'ÉLABORATION DES PANA DANS LES PETITS PAYS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT FAISANT PARTIE DES PAYS LES MOINS AVANCÉS	15 – 18	6

Annexes

I. Vues du Groupe d'experts des PMA sur les stratégies à adopter pour mettre en œuvre des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation et sur les moyens de mettre en application les divers éléments du programme de travail en faveur des pays les moins avancés.....	8
II. Communication du Groupe d'experts des PMA sur les activités, programmes et mesures devant être financés par le Fonds spécial pour les changements climatiques et ayant trait au mandat du Groupe d'experts	10
III. Ordre du jour de l'Atelier du Groupe d'experts des pays les moins avancés sur l'élaboration des PANA par les petits États insulaires en développement faisant partie des PMA	11

I. INTRODUCTION

A. Mandat

1. La Conférence des Parties, par sa décision 29/CP.7, a constitué un Groupe d'experts des pays les moins avancés (appelé ci-après le Groupe d'experts) pour donner des avis au sujet de l'élaboration des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA) et de la stratégie de mise en œuvre de ces programmes. Dans la même décision, elle a adopté le mandat du Groupe d'experts (FCCC/CP/2001/13/Add.4), lequel prévoit que le Groupe d'experts se réunira deux fois par an.
2. Le Gouvernement samoan a accueilli la troisième réunion du Groupe d'experts, à Apia, du 3 au 5 mars 2003. Cette réunion a été organisée avec le soutien financier des Gouvernements des Pays-Bas et du Canada.

B. Contenu de la présente note

3. Le présent document résume les débats qui ont eu lieu lors de la troisième réunion du Groupe d'experts. Il rend également compte de l'atelier du Groupe d'experts organisé du 6 au 8 mars 2003, également au Samoa, sur l'élaboration de PANA par de petits pays insulaires faisant partie des pays les moins avancés (PMA).

II. QUESTIONS DE PROCÉDURE

A. Points abordés

4. Les points abordés à la troisième réunion du Groupe d'experts ont été les suivants:
 - a) Derniers préparatifs de l'atelier régional pour les petits pays insulaires en développement;
 - b) Coordination de l'aide apportée par le Groupe d'experts et de celle apportée par les agents d'exécution;
 - c) Communication du Groupe d'experts sur les stratégies de mise en œuvre des PANA et sur les moyens de mettre en application les divers éléments du programme de travail concernant les PMA;
 - d) Élection d'un nouveau bureau et autres questions touchant à la composition du Groupe d'experts;
 - e) Communication du Groupe d'experts sur les activités, programmes et mesures devant être financés par le Fonds spécial pour les changements climatiques et ayant trait au mandat du Groupe d'experts;
 - f) Poursuite des travaux sur les moyens de promouvoir les synergies régionales;
 - g) Formulation de recommandations sur le renforcement des capacités pour la préparation et la mise en œuvre des PANA.

B. Élection du bureau du Groupe d'experts

5. Conformément au paragraphe 5 de son mandat, le Groupe d'experts élit chaque année un président, un vice-président et deux rapporteurs parmi ses membres provenant de PMA. À sa troisième réunion, tenue au Samoa, le Groupe d'experts a élu un nouveau bureau, composé de M. Laavasa Malua (Samoa), Président, de M. Paul Desanker (Malawi), Vice-Président, et de M. Lubinda Aongola (Zambie), Rapporteur anglophone. Le seul membre francophone du Groupe d'experts ayant démissionné au début de l'année 2003, le Groupe a décidé que le poste de rapporteur francophone resterait vacant jusqu'à ce qu'un nouveau membre francophone du Groupe d'experts soit désigné.

C. Autres questions touchant à la composition du Groupe d'experts

6. Étant donné que le Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I (GCE) devrait être reconstitué aux dix-huitièmes sessions des organes subsidiaires, il a été décidé que le Président communiquerait la composition actuelle du Groupe d'experts au GCE afin que ce dernier prenne en considération, lorsqu'il établira sa nouvelle composition, les dispositions du paragraphe 2 du mandat du Groupe d'experts annexé à la décision 29/CP.7, lequel prévoit que parmi les membres du Groupe d'experts, au moins un des experts représentant les PMA et un de ceux représentant les Parties visées à l'annexe II doivent aussi être membres du GCE. Cela est également conforme au mandat du GCE (décision 31/CP.7, par. 2).

III. QUESTIONS DE FOND

A. Descriptif des prestations du Groupe d'experts

7. Le Groupe d'experts a examiné le descriptif de ses prestations à l'appui des PMA parties aux fins de l'élaboration des PANA et les modalités des interactions entre lui-même et les PMA parties d'une part, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et ses agents d'exécution d'autre part. Au sujet de sa relation avec les PMA parties, le Groupe d'experts a réaffirmé sa décision selon laquelle les membres du Groupe d'experts, appelés à aider les PMA parties à élaborer des PANA, ne se rendraient pas dans des pays à titre personnel en qualité de membres du Groupe d'experts. Un projet de texte détaillant ces modalités est actuellement en préparation; une fois finalisé, il sera communiqué au Président du Groupe des PMA ainsi qu'au FEM et à ses agents d'exécution par le Président du Groupe d'experts.

8. Le secrétariat a créé une adresse électronique (leghelp@unfccc.int) qui permettra aux PMA parties d'envoyer leurs demandes d'assistance au Groupe d'experts. Le secrétariat a également mis en service sa page Web à bas débit pour les PMA à l'adresse <http://unfccc.int/program/sd/lde>, qui comprend une section portant sur les sujets relevant de la compétence du Groupe d'experts.

9. Le secrétariat a distribué au Groupe d'experts pour qu'il l'examine un document de réflexion sur «Pour un réseau d'appui aux PMA concernant les changements climatiques», qui préconise la création d'un mécanisme d'assistance technique au Groupe d'experts au niveau régional. Ce mécanisme, qui s'appuierait sur les institutions régionales et sur un réseau d'experts des PMA, serait aussi chargé d'apporter une assistance d'ordre général aux PMA parties pour la mise en œuvre de leur programme de travail et leur participation au processus de négociation. On continuera à travailler sur cette proposition pour la simplifier.

B. Communication du Groupe d'experts sur le Fonds pour les PMA

10. La Conférence des Parties, par sa décision 8/CP.8, a invité le Groupe d'experts à faire connaître son opinion sur les stratégies de mise en œuvre des PANA ainsi que sur les moyens de mettre en application les divers éléments du programme de travail en faveur des PMA. On trouvera la communication du Groupe d'experts à ce sujet dans l'annexe I du présent document. Le Groupe d'experts a relevé que le programme de travail en faveur des PMA comprenait d'autres activités que les PANA et qu'il fallait définir certains critères pour évaluer les projets pouvant bénéficier de l'aide du Fonds pour les PMA et en déterminer le rang de priorité. Le Groupe d'experts se chargera de rédiger un texte en vue de la détermination de ces critères.

C. Communication du Groupe d'experts sur le Fonds spécial pour les changements climatiques

11. Dans sa décision 7/CP.8, la Conférence des Parties a invité le Groupe d'experts à communiquer ses vues sur les activités, programmes et mesures qui doivent être financés par le Fonds spécial pour les changements climatiques et qui sont en rapport avec son mandat. La proposition rédigée à cet égard par le Groupe d'experts est présentée dans l'annexe II du présent document. Elle précise que le Fonds, aux premiers stades de sa mise en œuvre, devrait aider à soutenir les activités en rapport avec les PANA (c'est-à-dire celles ayant trait au renforcement des capacités aux fins de l'adaptation), étant donné que les activités proposées par l'intermédiaire des PANA sont soumises à un processus d'analyse et d'évaluation rigoureux, conformément au paragraphe 2 de la décision 5/CP.7.

D. Recommandations sur les besoins en matière de renforcement des capacités

12. Le Groupe d'experts a relevé qu'il avait déjà entrepris des activités de renforcement des capacités pour la préparation des PANA: il a mis au point les directives annotées pour l'élaboration des PANA, organisé l'atelier du Groupe d'experts sur le renforcement des capacités pour l'élaboration des PANA tenu à Dhaka du 18 au 21 septembre 2002, et organisé l'atelier du Groupe d'experts sur l'élaboration des PANA par les petits pays insulaires en développement faisant partie des PMA, tenu au Samoa du 6 au 8 mars 2003, comme suite aux dispositions de la décision 8/CP.8.

13. Le Groupe d'experts a décidé de revoir la question de la formulation de recommandations sur le renforcement des capacités aux fins de la préparation et de la mise en œuvre des PANA conformément au paragraphe 9 c) de son mandat une fois que les quatre ateliers régionaux sur les PANA prévus par la décision 8/CP.8 auront eu lieu. Le Groupe d'experts pourra ainsi faire des recommandations à la Conférence des Parties à sa neuvième session à la lumière des débats et des résultats de ces ateliers régionaux.

E. Poursuite des travaux sur les moyens de promouvoir les synergies régionales

14. Un des membres du Groupe d'experts a distribué un projet de document traitant des synergies entre accords environnementaux multilatéraux en combinaison avec les synergies régionales sur le continent africain. Le Groupe d'experts a décidé de poursuivre ses travaux sur ce thème, en tenant compte également des conclusions des ateliers régionaux du Groupe d'experts sur l'élaboration des PANA.

IV. ATELIER POUR L'ÉLABORATION DES PANA DANS LES PETITS PAYS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT FAISANT PARTIE DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

15. En application de la décision 8/CP.8, l'atelier du Groupe d'experts sur l'élaboration des PANA dans les petits pays insulaires en développement faisant partie des PMA a lieu à Apia (Samoa) du 6 au 8 mars 2003 (voir l'annexe III). Faisant immédiatement suite à la troisième réunion du Groupe d'experts et accueilli par le Gouvernement samoan, cet atelier était organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) en tant qu'élément d'un projet mis en place par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et financé par le FEM.

16. Les 40 participants comptaient notamment des membres des équipes nationales chargées des PANA au sein des Ministères de l'environnement, de la planification et des finances, des représentants de la société civile de PMA parties du Pacifique Sud, des représentants de divers organismes des Nations Unies (PNUD, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Secrétariat de la Convention et UNITAR) et du Programme régional du Pacifique Sud pour l'environnement (SPREP), ainsi que huit membres du Groupe d'experts. L'atelier a été inauguré par le Ministre samoan des ressources naturelles et de l'environnement.

17. L'atelier consistait à la fois en exposés, faits par des spécialistes du Groupe d'experts et d'organisations internationales et d'autres institutions, et en séances de formation pratique – par lesquelles les participants étaient répartis en petits groupes selon le pays ou la catégorie professionnelle – permettant une approche concrète des différentes étapes de l'établissement d'un PANA.

18. L'atelier a permis de faire ressortir les principaux points suivants:

a) Jusqu'ici, le processus d'élaboration des propositions de PANA dans la région a dans une large mesure été impulsé par les pays. Le rôle des agents d'exécution a été essentiellement de fournir une assistance aux stades ultimes de la rédaction afin que les propositions aient davantage de chances d'être rapidement approuvées;

b) En dépit des difficultés que pose la dispersion géographique de bon nombre des îles qui constituent certains des PMA du Pacifique, une interaction forte avec les communautés locales a déjà été reconnue comme déterminante pour le processus d'établissement des PANA dans ces pays. Dans ce contexte, une approche participative forte a déjà été intégrée au processus, même aux stades précoces de la préparation des propositions de PANA. C'est là un facteur d'appropriation collective du processus, en particulier au niveau local;

c) Les entités régionales telles que le SPREP peuvent être d'une aide importante pour les PMA du Pacifique, notamment parce qu'elles peuvent centraliser les informations au niveau régional, et contribuer à catalyser d'éventuelles synergies régionales dans le processus d'élaboration des PANA;

d) La préparation des PANA devant en principe être basée sur les renseignements existants, il est important de faire connaître les sources d'information disponibles, d'en garantir l'accès et de les mettre au service de l'élaboration des PANA. Ainsi, les systèmes d'information

géographique constituent un outil immédiatement exploitable que les pays peuvent utiliser pour évaluer leur vulnérabilité et les voies qui s'ouvrent à eux pour s'adapter aux changements climatiques;

e) De même, certaines approches méthodologiques peuvent être directement utilisées par certains aspects du processus d'élaboration des PANA, notamment pour classer les besoins immédiats et urgents sur la base d'une analyse multicritères et hiérarchiser ainsi les activités d'adaptation à partir d'informations non quantifiées;

f) La plupart des PMA du Pacifique ont achevé leurs communications nationales et constatent que celles-ci auraient pu servir de point de départ pour l'élaboration des PANA, plutôt que l'inverse;

g) L'intégration du processus d'élaboration des PANA est considérée comme un moyen d'associer les questions liées aux changements climatiques aux processus généraux de développement ce qui contribue à renforcer la priorité accordée à l'exercice, notamment lors de l'élaboration des politiques nationales.

Annexe I

Vues du Groupe d'experts des PMA sur les stratégies à adopter pour mettre en œuvre des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation et sur les moyens de mettre en application les divers éléments du programme de travail en faveur des pays les moins avancés

A. Mise en œuvre de programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA) dans le contexte du financement global de l'adaptation

1. Par sa décision 8/CP.8, la Conférence des Parties a invité le Groupe d'experts des PMA à soumettre au secrétariat ses vues sur les stratégies de mise en œuvre des PANA et sur les moyens de mettre en application les divers éléments du programme de travail en faveur des PMA.
2. Comme cela est indiqué dans la décision 5/CP.7, le programme de travail en faveur des PMA comprend les éléments suivants:
 - i) Renforcement des secrétariats et/ou centres de coordination nationaux pour les changements climatiques et, au besoin, création de telles instances;
 - ii) Formation aux techniques et au langage des négociations à l'intention des négociateurs des PMA;
 - iii) Élaboration et mise en œuvre des PANA;
 - iv) Promotion de programmes de sensibilisation du grand public;
 - v) Mise au point et transfert de technologies, en particulier aux fins de l'adaptation;
 - vi) Renforcement des capacités des services météorologiques et hydrologiques pour favoriser la mise en œuvre des PANA;
 - vii) Création du Groupe d'experts des pays les moins avancés.
3. Le Fonds pour les pays les moins avancés a été constitué pour financer le programme de travail en faveur des PMA. Cela ne signifie pas nécessairement que tous les éléments de ce programme de travail doivent être financés grâce à ce Fonds. Dans la décision 5/CP.7, les Parties visées à l'annexe II sont invitées à contribuer financièrement au programme de travail en faveur des PMA. De plus, dans la décision 8/CP.8, les Parties visées à l'annexe II sont invitées à soutenir, dans le cadre d'accords bilatéraux ou par d'autres sources de financement, les activités de formation des PMA aux techniques et au langage des négociations. La décision 27/CP.7 précise que le Fonds des PMA doit venir en complément d'autres mécanismes, tels que le Fonds spécial pour les changements climatiques ou le Fonds d'adaptation.
4. Compte tenu de sa mission et de son mandat, dans les avis qu'il donnera pour la mise en œuvre des PANA, le Groupe d'experts se concentrera sur les aspects techniques.

5. Les PANA sont l'expression de besoins urgents et immédiats (portant généralement sur l'inclusion d'activités, notamment de projets, l'intégration dans d'autres activités, le renforcement des capacités et la refonte des politiques). Les Parties en sont actuellement au stade de l'élaboration de PANA et la plupart d'entre eux devraient être achevés dans un délai de 18 à 24 mois à compter de janvier 2003.

6. On prévoit que plus de 40 PANA, chacun avec leurs activités prioritaires propres, arriveront au stade de la mise en œuvre dans les deux années à venir. Ils devraient comporter au moins deux grands ensembles d'activités:

a) Activités visant à créer un environnement propice à l'intégration de mesures d'adaptation urgentes et immédiates dans les processus de planification nationale;

b) Projets d'adaptation concrets.

7. Au vu de ce qui précède, le Groupe d'experts a décidé de définir des critères pour guider les décisions liées à la mise en œuvre. Ce travail sera présenté, sous forme d'un document d'information, avant la neuvième session de la Conférence des Parties. L'objectif est de faciliter les débats des Parties et de préparer la neuvième session de la Conférence des Parties.

8. Dans sa phase initiale, le Groupe d'experts a fourni des avis et des conseils sur l'interprétation des directives relatives aux PANA pour soutenir individuellement les différents PMA dans leurs efforts pour élaborer leurs PANA. Maintenant que l'attention se porte sur la mise en œuvre de ces PANA, le Groupe d'experts a décidé qu'il serait utile qu'il fournisse des conseils supplémentaires sur les principaux critères éclairant les efforts collectifs de mise en œuvre.

B. Programme de travail en faveur des PMA

9. Le Programme de travail en faveur des PMA a fait l'objet de nombreux examens depuis la première réunion du Groupe des PMA tenue à Genève en octobre 2000 jusqu'à la septième session de la Conférence des Parties. Le Groupe d'experts a revu ce programme de travail tel qu'il est présenté dans la décision 5/CP.7.

10. À sa troisième réunion, tenue en mars 2003, le Groupe a noté, conformément au mandat que lui confère le paragraphe 11 b) de la décision 5/CP.7 et d'après les réactions recueillies par les membres du Groupe auprès des PMA parties, que la première des priorités était de permettre aux PMA parties de participer efficacement au processus relatif aux changements climatiques. Dans un premier temps, il est nécessaire d'assurer:

a) Une interprétation simultanée (anglais/français) pour les réunions du Groupe des PMA, ainsi que des installations et services, pendant les sessions des organes subsidiaires de la Conférence des Parties; et

b) Un appui technique, méthodologique et/ou stratégique aux PMA parties.

Annexe II

Communication du Groupe d'experts des PMA sur les activités, programmes et mesures devant être financés par le Fonds spécial pour les changements climatiques et ayant trait au mandat du Groupe d'experts

1. Le paragraphe 8 de la décision 5/CP.7 contient une liste des activités qui devraient être soutenues au moyen du Fonds spécial pour les changements climatiques et/ou du Fonds d'adaptation et d'autres sources bilatérales et multilatérales. Il est précisé dans la décision 7/CP.8, que les activités financées par le biais du Fonds spécial pour les changements climatiques doivent être complémentaires de celles financées par d'autres sources bilatérales et multilatérales.
2. Les besoins urgents et immédiats des PMA en matière d'adaptation, tels qu'ils sont mis en évidence dans les PANA, nécessiteront probablement le recours à une combinaison de sources de financement, y compris le Fonds pour les PMA, en raison de la diversité des activités proposées dans les PANA.
3. Plusieurs des domaines énumérés au paragraphe 8 de la décision 5/CP.7 se prêtent au financement d'activités mises en évidence dans les PANA. Ces derniers sont le reflet d'un processus rigoureux et participatif mené au niveau des pays pour recenser et classer par ordre de priorité les besoins urgents et immédiats des PMA en matière d'adaptation. Par exemple, le paragraphe 8 a) de la décision 5/CP.7 invite à un financement rapide lorsque les informations disponibles sont suffisantes. Or, les PANA fournissent des informations suffisantes. De fait, les principes qui régissent l'élaboration des PANA, notamment la complémentarité avec les autres processus existants, font que les informations contenues dans les PANA sont plus que suffisantes pour le financement d'activités d'adaptation par le biais du Fonds spécial pour les changements climatiques.
4. Un autre domaine crucial est le renforcement des capacités, ainsi que le souligne le paragraphe 8 c) de la décision 5/CP.7. Étant donné les directives données pour leur élaboration, les PANA comporteront certainement de nombreuses activités de soutien pour le renforcement des capacités, y compris institutionnelles, aux fins de l'adoption de mesures de prévention de catastrophes liées aux changements climatiques et de mesures de planification, de préparation et d'intervention en cas de catastrophe de ce type, y compris de l'établissement de plans d'urgence, en particulier pour faire face aux situations de sécheresse ou aux inondations dans les zones exposées à des phénomènes météorologiques extrêmes.
5. Par le biais de divers produits, tels que les directives annotées, mais aussi de manifestations, comme l'atelier de lancement des PANA à Dhaka ou les quatre ateliers régionaux, le Groupe d'experts, en collaboration avec les PMA parties, fait en sorte que les activités recensées dans les PANA soient préparées de manière à bénéficier de financements du Fonds spécial pour les changements climatiques au titre de l'adaptation. Le Groupe d'experts continuera à fournir des orientations, conformément aux décisions ultérieures de la Conférence des Parties, de manière à ce que les activités d'adaptation, telles qu'elles sont mises en évidence dans les PANA, offrent un bon point de départ pour des financements rapides du Fonds spécial pour les changements climatiques.

Annexe III

Ordre du jour de l'Atelier du Groupe d'experts des pays les moins avancés sur l'élaboration des PANA par les petits États insulaires en développement faisant partie des PMA

Première journée: Jeudi 6 mars

Séance 1: animée par *Richard Muyungi (Président des PMA)*

- Tour d'horizon du mandat du Groupe d'experts des PMA
Intervenant: *Bubu Jallow (Groupe d'experts)*
- Tour d'horizon de l'adaptation aux changements climatiques dans les petits États insulaires en développement du Pacifique faisant partie des PMA
Intervenant: *Auapaau Andre Volentras [Programme régional du Pacifique Sud pour l'environnement (SPREP)]*

Séance 2: animée par *Paul Desanker (Groupe d'experts)*

- Présentation de propositions de PANA par différents pays: problèmes nouveaux, plans de travail
Kiribati
Îles Salomon
Tuvalu
Vanuatu
Samoa

Séance 3: animée par *Bubu Jallow (Groupe d'experts)*

- Vers une vision commune des PANA: principes, intégration et synergies nationales
Intervenant: *Dechen Tsering (Groupe d'experts)*
- Méthodes participatives
Intervenant: *Annie Roncerel (UNITAR)*
- Faire coïncider les besoins à satisfaire pour l'élaboration des PANA avec les ressources disponibles
Intervenant: *Lubinda Aongola (Groupe d'experts)*

Séance 4: animée par *Lubinda Aongola (Groupe d'experts)*

- État d'avancement des propositions de PANA et aide du PNUD

Intervenant: *Tom Twining-Ward (PNUD)*

- Évaluation de la vulnérabilité et des besoins (définition de la vulnérabilité des points de vue de la sécurité alimentaire et des phénomènes extérieurs)

Intervenants: *Leoo Polutea (Ministère samoan des ressources naturelles et de l'environnement)* et *Leo Zulu (Département de géographie, University of Illinois)*

Deuxième journée: Vendredi 7 mars

Séance 5: animée par *Abebe Tadege (Groupe d'experts)*

- Tour d'horizon du processus d'élaboration des PANA et débat sur les différentes approches possibles

Intervenant: *Paul Desanker (Groupe d'experts)*

- Étude de cas: Samoa

Intervenant: *Bismarck Crawley (Ministère samoan des ressources naturelles et de l'environnement)*

Séance 6: animée par *Philip Baker (Groupe d'experts)*

- Façons d'évaluer l'urgence des besoins en matière d'adaptation

Intervenant: *Laavasa Malua (Groupe d'experts)*

- Façons de procéder et méthodes utilisées pour classer les activités à exécuter face aux besoins recensés

Intervenant: *Mizan Khan (Groupe d'experts)*

- Définition d'indicateurs pour le classement des besoins et des activités par ordre de priorité: état des connaissances

Intervenant: *Thanavat Junchaya (PNUE)*

- Discussions de groupes sur les critères à utiliser pour l'établissement des priorités (groupes thématiques)

Séance 7: animée par *Dechen Tsering (Groupe d'experts)*

- Présentation des résultats et examen du classement des priorités
- Démonstration du logiciel multicritères pour le classement des priorités

Intervenant: *Luke Brander [Institut des études environnementales (IVM)]*

Session 8: animée par *Bubu Jallow (Groupe d'experts)*

- Débat ouvert sur le processus d'élaboration des PANA

Troisième journée: Samedi 8 mars

Séance 9: animée par *Laavasa Malua (Groupe d'experts)*

- Mise au point de profils de projets

Intervenants: *Philip Baker (Groupe d'experts) et Youssef Nassef (secrétariat de la Convention)*

- Discussion de groupes: exercice pratique de création de profils de projets (groupes par pays)
- Présentation des résultats

Séance 10: animée par *Bubu Jallow (Groupe d'experts)*

- Les catastrophes naturelles dans le Pacifique: tendances, impacts, ripostes et stratégies d'adaptation

Intervenant: *Atu Kaloumaira (secrétariat de la SOPAC)*

Séance 11: animée par *Mizan Khan (Groupe d'experts)*

- Discussion de groupes: bilan critique – points forts et points à améliorer dans les propositions de PANA, et possibilités de synergies régionales (groupes par pays)
- Présentation des résultats
- Débat: Les perspectives futures
